



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

ports

Question au Gouvernement n° 2553

Texte de la question

GRÈVE AU PORT DE MARSEILLE

M. le président. La parole est à M. Renaud Muselier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Renaud Muselier. Monsieur le secrétaire d'État chargé des transports, je voudrais utiliser l'exemple du port de Marseille pour montrer l'irresponsabilité des grévistes et ses conséquences directes sur l'emploi.

Des militants utilisent la réforme des retraites pour ne pas appliquer la réforme portuaire que nous avons votée en juillet 2008, en évoquant la pénibilité de leur tâche. À cet égard je me permets de vous montrer ce que rappelle le collectif " Touche pas à mon port ", qui présente bien les choses (*L'orateur brandit une page de journal.*) Ce document indique que l'emploi est garanti à vie, que la rémunération est de 4 000 euros bruts par mois, que le temps de travail est de dix-huit heures par semaine, avec huit semaines de congés payés par an ! (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. André Schneider. Eh oui !

M. Renaud Muselier. Quelle pénibilité dans ce métier, considéré comme le meilleur du monde : Devenez grutier au port de Marseille !

M. Maxime Gremetz. Monsieur le président, il montre un document et vous ne dites rien !

M. Renaud Muselier. Cela a des conséquences directes sur le fonctionnement de notre port lequel a perdu 15 % de son activité pour les hydrocarbures et 16 % pour les conteneurs.

M. Maxime Gremetz. Il montre un document !

M. Renaud Muselier. L'amalgame, le chantage, maintenant la menace de pénurie par le blocage des dépôts : tout est fait pour ne jamais appliquer la loi sur la réforme portuaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le secrétaire d'État, avec les autres députés de Marseille, avec tous les élus des communautés portuaires, je vous demande de nous aider à sauver le port de Marseille. Nous devons enfin pouvoir appliquer la réforme portuaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. Monsieur Muselier, je vous rappelle qu'il n'est pas admis ici de sortir des documents ou des affiches. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Lucien Degauchy. Ils le font tout le temps !

M. le président. Cette remarque s'applique à tout le monde.

La parole est à M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports.

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État chargé des transports*. Monsieur Muselier, au moment où vous posez cette question, la réforme portuaire s'applique dans notre pays puisque des négociations syndicales ont lieu cet après-midi entre les ports et les industriels de la manutention pour trouver une solution correcte à l'aménagement de fin de carrière. Comme vous, je souhaite que nous trouvions une solution. Cela vaut évidemment pour les endroits où les gens responsables travaillent à la mise en oeuvre effective de la réforme portuaire.

Malheureusement, comme vous l'avez rappelé, il est un endroit en France où l'état d'esprit est différent. Cela ne concerne d'ailleurs pas la totalité du port de Marseille, ni même la totalité des bassins Est ou Ouest, mais le port

pétrolier, qui connaît le blocage que vous dénoncez à juste titre.

Ce blocage est tout à fait indigne parce qu'il fait baisser la compétitivité du port de Marseille. Le grand armateur CMA-CGM envoie ses bateaux à Gênes, à Barcelone, au Maroc et ailleurs. L'industrie chimique, pétrochimique et pétrolière est bloquée dans son développement. On est en train de tuer à petit feu le premier grand port français, par cette attitude affreuse pour la santé de nos ports ! (*Applaudissements sur divers bancs du groupe UMP.*)

Je comprends donc les élus marseillais. J'ai même vu, monsieur Muselier, que vous-même, M. Blum et tous vos collègues ont été rejoints par un élu socialiste marseillais de premier plan, qui a dénoncé ce blocage.

Au moment où nous sommes en train de finaliser la mise en oeuvre de la réforme portuaire dans tous les ports de France, il ne faudrait pas qu'une prise d'otage politique tue le port de Marseille. Je compte sur toute la représentation nationale pour aider le Gouvernement à mettre fin à une situation scandaleuse.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Renaud Muselier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2553

Rubrique : Transports par eau

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 octobre 2010